

RAPPORT N° 2022/6-13
au Bureau de la Communauté
en séance du vendredi 09 décembre 2022

OBJET

COLLECTE DES DEPOTS SAUVAGES SUR LE TERRITOIRE DE LA CINOR - AUTORISATION DE SIGNER LE MARCHÉ DE PRESTATIONS DE SERVICE, A BONS DE COMMANDE, POUR LES LOTS 1 ET 2

Outre une gestion rigoureuse des déchets ménagers et assimilées, qui s'accompagne d'un important volet communication, récemment complété par un volet répression via sa brigade de police de l'environnement, la CINOR se propose de reconduire son dispositif de collecte de dépôts sauvages, de manière complémentaire aux actions de nos communes-membres. La CINOR entend ainsi accentuer sa politique de préservation de l'environnement.

A cette fin, la CINOR a lancé un appel d'offres pour se doter d'un marché, à bons de commande, décomposé en deux (2) lots :

Lot 1 : Collecte des dépôts sauvages au moyen d'un camion grappin sur le territoire de la CINOR.
Lot 2 : Collecte des dépôts sauvages au moyen d'un camion plateau sur le territoire de la CINOR

La procédure de consultation en vue de la passation de ce marché s'est déroulée dans les conditions suivantes :

- Procédure : appel d'offres ouvert européen
- allotissement : 2 lots.
- type de marché : marché de services à bons de commande;
- durée : 3 ans (36 mois) à compter de la date de notification du marché;
- avis de marché transmis pour publication le 02/09/2022;
- date limite de remise des offres fixée au 19/10/22, à 12 heures ;
- Estimation prévisionnelle: Lot 1: 260 400 €ht; Lot 2: 249 600 €ht

4 plis ont été reçus avant la date limite fixée. Il a procédé à l'ouverture et au recensement des offres suivantes :

Pour le lot 1 :

4 plis ont été reçus avant la date limite fixée le 19 octobre 2022 à 12 heures locales.

1. SAS NICOLLIN REUNION
2. SAS VALDERUN
3. SEMRRE
4. SASU TTWS

Pour le lot 2 :

4 plis ont été reçus avant la date limite fixée le 19 OCTOBRE 2022 à 12 heures locales.

1. SARL MR PROPRE 974
2. SAS VALDERUN
3. EI LOCA BTP KICHENIN
4. SASU TTWS

La commission d'appel d'offres, réunie le 01/12/2022, a validé l'ensemble des candidatures, puis sur la base du rapport d'analyse détaillée des offres établi par les services, après avoir procédé à l'examen des offres, la commission d'appel d'offres a décidé d'attribuer le marché pour chacun des deux lots, aux candidats ayant présenté les offres économiquement les plus avantageuses et a classé les offres au regard des critères fixés au règlement de consultation (55% prix, 35% valeur technique et 10% mémoire environnemental), comme suit :

- **Pour le « lot 1 : Collecte des dépôts sauvages au moyen d'un camion grappin sur le territoire de la CINOR »** : Les offres de prix proposées par tous les candidats sont supérieures à l'estimation du service de 29.70% à 92.86%. Ces offres ne sont donc pas acceptables financièrement. Le service ne disposant pas du budget nécessaire pour le dépassement financier de ce lot 1. Par conséquent, la CAO décide de ne pas retenir ce candidat pour ce lot 1, de déclarer sans suite la procédure et de relancer le lot 1 par appel d'offres ouvert.
- **Pour le « lot 2 : Collecte des dépôts sauvages au moyen d'un camion plateau sur le territoire de la CINOR »**, de retenir l'offre du candidat EI LOCA BTP KICHENIN pour un montant de 281 308 €ht

Accusé de réception en préfecture
N° 2022-0912091-01
Date de réception préfecture : 21/12/2022

Les dépenses correspondantes seront imputées au budget principal de la CINOR en section Fonctionnement, Chapitre 011 compte 611.

Je vous demande par conséquent de bien vouloir :

- Approuver les pièces constitutives du marché à bons de commande de collecte des dépôts sauvages sur le territoire de la CINOR.
- M'autoriser à signer le marché de collecte des dépôts sauvages sur le territoire de la CINOR, avec le prestataire et pour le montant ci-après :
 - Pour le lot n°2, avec l'entreprise LOCA BTP KICHENIN pour un montant de 281 508 €ht
- Autoriser le Président, dans le cas où l'attributaire ne serait pas en mesure de fournir les pièces requises à l'article 51 du décret N° 2016-360 du 25 mars 2016, dans le délai fixé, à relancer le lot 2 puisque l'offre du prix du candidat classé second, est supérieur de 28.08% de l'estimation du service, et la collectivité ne dispose pas le budget pour ce montant de prestation.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



**DECISION N°2022/6-13
Du Bureau de la Communauté
en séance du 09 décembre 2022**

OBJET

**ATTRIBUTION DU MARCHÉ DE COLLECTE DES DÉPÔTS SAUVAGES SUR LE TERRITOIRE DE LA CINOR -
AUTORISATION DE SIGNER LE MARCHÉ DE PRESTATIONS DE SERVICE, A BONS DE COMMANDE, POUR
LES LOTS 1 ET 2.**

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 23 juillet 2014 affaire n° 2014/8-04 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des délégués communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de Travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT, ainsi que toute décision concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;
10. Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;
11. Considérant enfin que le Bureau Communautaire

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions ;

Sur le RAPPORT n° 2022/6-13 du Président.

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver les pièces constitutives de ce marché de collecte des dépôts sauvages sur le territoire de la CINOR.

ARTICLE 2

D'autoriser le Président à signer le marché de collecte des dépôts sauvages sur le territoire de la CINOR, avec le prestataire et pour le montant ci-après :

- Pour le lot n°2, avec l'entreprise LOCA BTP KICHENIN pour un montant de 281 508 €ht

Conformément à la décision d'attribution prise par la commission d'appel d'offres du 01/12/2022

ARTICLE 3

D'autoriser le Président, dans le cas où l'attributaire ne serait pas en mesure de fournir les pièces requises à l'article 51 du décret N° 2016-360 du 25 mars 2016, dans le délai fixé, à relancer le lot 2 puisque l'offre du prix du candidat classé second, est supérieur de 28.08% de l'estimation du service, et la collectivité ne dispose pas le budget pour ce montant de prestation.

Nombre de votants : 14 (dont 1 procuration) Suffrages exprimés : 14 Vote pour : 14 Vote contre : 00 Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde le 9 DEC 2022.

Le Président,
Maurice GIRONCEL



Accusé de réception en préfecture 974-249740119-20221209-BC2022-6-13-DE Date de télétransmission : 21/12/2022 Date de réception préfecture : 21/12/2022
--